Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

REPRESENTATION PERMANENTE DE LA
FRANCE AUPRES DE L'UNION EUROPEENNE

SERVICE NUCLEAIRE
Place de Louvain, 14
B-1000 Bruxelles, Belgique
Tel : 32/2.229.84.05 – Fax : 32/2.229.84.16
www.rpfrance.eu

Bernard Salanon - Stefano Panighetti - Jocelyne Fricot

décembre 2010 - Numéro 18

La Lettre du Service Nucléaire

SOMMAIRE

Editorial	**p.1**
Evènements et conférences	**pp.2-3**
Contexte énergétique européen	**p.4**
Bilan des activités 2010	**pp.5-6**
Perspectives 2011	**pp.7-8**
Le point sur ITER	**pp.9-10**

L'Editorial

Alors que l'année 2010 a été marquée par de grandes initiatives internationales, comme la Conférence de Paris sur l'accès au Nucléaire civil, 2011 sera à certains égards l'année de la sûreté.
En juin prochain, le groupe des Autorités de Sûreté européennes ENSREG organisera à Bruxelles une Conférence internationale sur la sûreté nucléaire, qui sera l'occasion pour les régulateurs et l'ensemble des parties prenantes de faire le point sur les acquis européens et communautaires et de tracer des pistes pour l'avenir.
Alors que de nombreux pays lancent ou relancent des programmes de construction de centrales nucléaires, des voix se font entendre pour que des standards de sûreté juridiquement contraignants s'appliquent le plus largement possible.
A cet égard, l'adoption en novembre 2010 par WENRA d'objectifs de sûreté pour les nouveaux réacteurs constitue une étape marquante, dont la portée devra être mesurée.
A partir de janvier, le Groupe des Questions Atomiques poursuivra l'examen de la proposition de Directive de la Commission sur la gestion du combustible usé et des déchets radioactifs. La question de l'exercice de la responsabilité des pays membres à l'intérieur de l'Union sera un des thèmes centraux des discussions.
Au moment où la crise économique et financière rend le lancement des nouveaux projets plus difficile, les organismes bancaires européens et internationaux pourraient jouer un rôle d'experts et de déclencheur des projets.
En dépit de l'accord trouvé au Conseil sur le financement des coûts additionnels d'ITER pour la période 2012 – 2013 (1300 M€) l'absence de vote du Parlement, qui cherchait de nouveaux moyens de flexibilité budgétaire, dans un contexte rendu très difficile par la crise a rebattu les cartes. La Commission a confirmé auprès des partenaires internationaux l'engagement de l'Union européenne dans le projet et va proposer en 2011 un nouveau plan de financement. Ce plan sera conjoint avec l'extension du programme cadre Euratom, dont la durée limitée à 5 ans impose un complément pour la période 2012 – 2013.

Bernard Salanon
Conseiller pour les affaires nucléaires

[Conférence de Paris sur l'accès au nucléaire Civil, 8-9 mars 2010]

La France a organisé les 8 et 9 mars 2010 une conférence internationale sur l'accès au nucléaire civil.
Ouverte par le Président de la République française et clôturée par le Premier ministre, cette conférence a réuni 63 Etats intéressés par le nucléaire civil, pour la plupart représentés au niveau ministériel.

Jose Manuel Barroso,
Président de la Commission Européene - AFP

Le Directeur général de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA), M. Amano et le Président de la Commission européenne, M. Barroso, ont participé à cette conférence qui s'est tenue dans les locaux de l'OCDE à Paris.
La conférence a permis de prendre la mesure de la demande croissante du nucléaire dans le monde et de la nécessité d'instaurer un dialogue responsable et approfondi entre pays détenteurs de la technologie et primo-accédants.
Le Président de la République a rappelé l'engagement responsable de la France à soutenir les pays qui souhaiteraient accéder au nucléaire civil dans le respect des obligations internationales. Le Président a souligné la nécessité d'accroître les financements internationaux disponibles (crédits carbones notamment) ainsi que de soutenir les efforts en matière de formation. A ce sujet, il a annoncé la création d'un institut international de formation nucléaire en France (I2EN)
Les discours sont disponibles à l'adresse suivante :
http://conferenceparis-nucleairecivil.org

[Conférence sur la responsabilité civile nucléaire, Bruxelles 17-18 juin 2010]

Organisée par la BNLA, section belge de l'Association Internationale de Droit Nucléaire (AIDN) et la Commission européenne, cette conférence avait pour objectif d'examiner les différents régimes de RCN existants et les possibilités d'harmonisation de ces régimes. Des représentants du Japon, de la Russie et des Etats-Unis étaient également présents. La poursuite de la ratification des instruments internationaux en la matière a été encouragée face à la complexité d'harmonisation des régimes. Des initiatives communautaires d'harmonisation partielle en la matière pourraient être présentées prochainement.

[Cycle de déjeuners-débats Confrontations-Europe, Bruxelles]

Un cycle de 4 déjeuners-débats intitulé « ***Energie nucléaire : Pour que l'Europe fasse la course en tête*** » a été organisé au premier semestre 2010 par le Think tank « Confrontations Europe » sur les thématiques de la compétitivité, de la sûreté nucléaire, de la formation et des déchets radioactifs. Ces déjeuners ont permis de préparer les Entretiens économiques européens qui ont eu lieu les 16-17 septembre derniers à Budapest sur le thème : « ***L'énergie nucléaire en Europe : de l'acceptabilité à l'appropriation*** ».

[Forum européen de l'énergie]

Giles Chichester, député européen (ECR/UK)

Le Forum européen de l'énergie est un Forum de députés européens qui se réunit périodiquement sous l'égide du député européen Giles Chichester (ECR, UK) autour des thématiques énergétiques.

Sur le nucléaire en particulier, un dîner-débat a été organisé le 18 mai en marge de la session plénière du Parlement européen à Strasbourg en présence de Bernard Bigot (Haut représentant français pour ITER) sur les enjeux européens liés au projet de réacteur de fusion thermonucléaire : ITER. Le 29 septembre a eu lieu un dîner-débat sur le système de gestion et de stockage des déchets hautement radioactifs en Suède, en présence M. Thegerström, Président de la société suédoise de gestion des déchets SKB.

[SET plan : conférence de lancement de l'initiative industrielle « nucléaire durable », 15-16 novembre Bruxelles]

L'initiative industrielle européenne « nucléaire durable » (ESNII) a été lancée en même temps que l'initiative sur les bioénergies. Sur les 6 initiatives industrielles annoncées par le SET plan, 3 ont été lancées à Madrid en juin dernier (éolien, solaire et réseau électrique). L'objectif de ces journées était d'évaluer les synergies entre les initiatives industrielles, leur avancée ainsi que la dimension internationale du SET plan. Ces journées de lancement ont été ouvertes par le Commissaire à l'énergie, M. Oettinger et le Ministre belge de l'énergie, M. Magnette.

Le Comissaire européen à l'énergie, Günther Oettinger

L'initiative ESNII, sur le développement des réacteurs de fission de génération IV fait partie des 6 initiatives industrielles prioritaires. Les investissements nécessaires pour ESNII sont évalués par le SET plan à 7 Milliards d'euros pour les 10 ans à venir.

[Conférence ENERI 2010]

La conférence ENERI 2010 sur la stratégie européenne pour les infrastructures de recherche dans le domaine de l'énergie s'est déroulée à Bruxelles les 29 et 30 Novembre 2010.
La **stratégie européenne ESFRI** dans le domaine de l'énergie a été officialisée dans le cadre de la **mise à jour 2010 de la feuille de route ESFRI**.

[WENRA]

Le groupe des Autorités de Sûreté Nucléaire de l'Europe de l'Ouest, club regroupant 17 responsables d'autorité de sûreté dont l'ASN a adopté le 10 novembre dernier une déclaration commune définissant les objectifs de sûreté pour les nouveaux réacteurs électronucléaires à construire en Europe.

La Stratégie UE 2020, adoptée par les Etats membres le 17 juin dernier, succède à la Stratégie de Lisbonne et fixe les grandes orientations de l'Union pour les 10 prochaines années. Elle vise également une coordination accrue des politiques économiques.

Axée sur la **croissance durable**, elle met en avant **7 initiatives phares** concernant notamment la recherche et l'innovation, la jeunesse, la politique industrielle, l'emploi, la lutte contre la pauvreté, l'agenda numérique et des ressources plus performantes. Intitulée « *Une Europe économe en ressources* », cette dernière initiative vise à découpler la croissance de l'utilisation des ressources afin d'aider l'Europe à développer un modèle économique faiblement émetteur en carbone.
Cette initiative pourra se baser sur les nombreux textes en cours de mise en œuvre en matière énergétique (3e paquet sur le marché intérieur, paquet énergie-climat, …) mais également sur des documents stratégiques dédiés à l'énergie. Il s'agit en premier lieu du **plan d'action énergétique 2011-2020** qui a fait l'objet d'une communication de la Commission, publiée le 3 novembre dernier, et qui met l'accent sur l'efficacité énergétique, l'intégration du marché européen,la sécurité d'approvisionnement, la recherche technologique et la dimension extérieure de l'énergie. Ce plan d'action sera discuté notamment à l'occasion du Conseil européen du 4 février 2011 dédié à l'énergie.

L'autre initiative stratégique annoncée est la **feuille de route énergétique à 2050** qui sera discutée en 2011 et qui doit donner des orientations à plus long terme pour poursuivre les efforts entamés.

En ce qui concerne les textes législatifs, une communication sur les **infrastructures énergétiques** a été adoptée et doit présider à l'adoption d'un paquet de mesures en 2011.

Une révision du plan pour l'efficacité énergétique est également attendue pour le début de l'année 2011.

Enfin, en matière de compétence européenne, le **nouvel article 194 TFUE offre une base juridique en matière énergétique** en faisant appel à la procédure législative ordinaire (codécision Conseil-Parlement). Le périmètre de cet article reste cependant à préciser.
Il faut cependant noter que les fondements du Traité Euratom n'ont pas été remis en cause par l'adoption du traité de Lisbonne. La Communauté Euratom subsiste donc aux cotés de l'Union européenne.

[Présidence espagnole 1er semestre 2010]

La Présidence espagnole s'est déroulée dans une période de transition pour les institutions européennes : l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne a renforcé les pouvoirs du Parlement européen et notamment en consacrant une nouvelle base juridique dans le domaine de l'énergie (art. 194 TFUE).
En ce qui concerne les thématiques nucléaires, le **groupe des questions atomiques** a entre autres discuté des dossiers suivants :

• Mandat de négociation d'un accord Euratom-Australie
Adopté par le Conseil du 12 juillet 2010

• Règlement relatif à la prolongation de l'aide au démantèlement des unités 1-4 de la centrale de Kozloduy (BG).
Adopté par le Conseil le 13 juillet 2010

Dans le domaine de la Recherche, le groupe Conjoint **« Recherche/questions atomiques »** a été particulièrement occupé par **ITER.**
Après la publication d'une communication de la Commission en mai 2010 sur les besoins de financement additionnels du projet pour les années 2012-2013, la Présidence espagnole a pris l'initiative de créer un groupe de réflexion (« Task force ») qui a permis aux Etats membres de trouver un accord reflété dans les conclusions du Conseil sur ITER du 12 juillet 2010. Cet accord a permis à la Commission d'approuver ad referendum la baseline d'ITER lors du Conseil ITER extraordinaire tenu fin juillet.

[Présidence belge 2ème semestre 2010]

La Présidence s'est déroulée dans un climat politique belge incertain avec un gouvernement en affaires courantes. Malgré ces difficultés, le **groupe des questions atomiques** a poursuivi ses travaux sur les dossiers suivants :

• Conclusions du Conseil sur la sécurité d'approvisionnement en radio-isotopes

Suite aux difficultés d'approvisionnement en radio-isotopes dues essentiellement au vieillissement des réacteurs de production européens, la Commission a publié une communication sur le sujet le 9 septembre à laquelle le Conseil a réagi dans ses conclusions adoptées par les ministres le 6 décembre 2010. Le Conseil propose la mise en place d'un scénario de référence et d'un certain nombre de principes pour renforcer la coordination des réacteurs de production ; mais aussi l'établissement d'une méthodologie des prix qui soit économiquement viable. Une première réunion d'experts a eu lieu à Luxembourg les 25-26 novembre derniers durant laquelle des priorités ont été dégagées.

• Mandat de négociation d'accord Euratom-Afrique du Sud
Adopté par le Conseil du 25 octobre 2010.

• Projet de directive sur la gestion des déchets radioactifs et du combustible usé

Après avoir reçu les contributions du groupe ENSREG, du Forum ENEF, mais également d'autres parties prenantes via la consultation publique en ligne, la Commission a adopté un projet de directive très attendu le 3 novembre dernier. Le groupe a pu procéder à de premiers échanges d'ordre général. Les débats se poursuivront sous Présidence hongroise.

[Commission Industrie, Recherche et énergie du Parlement européen]

La Commission ITRE reste impliquée sur les dossiers nucléaires. L'intérêt des parlementaires européens se manifeste notamment à travers les différents forums, tables rondes et autres conférences auxquels ils participent activement. Le Forum européen de l'énergie, présidé par Giles Chichester (ECR/UK) a notamment organisé un dîner-débat sur ITER (18 mai) ou encore sur la sûreté nucléaire dans le cadre de la prolongation de la durée d'exploitation des centrales.

Les questions de gestion, de gouvernance et de financement liées à ITER ont également été débattues en présence de différents intervenants de la Commission et de F4E.
Une audition publique a été organisée le 1er décembre dernier sur l'état des lieux en matière de gestion des déchets afin de préparer au mieux l'étude du projet de directive de la Commission, qui commencera en janvier.
La Commission ITRE s'est penchée sur le règlement de prolongation de l'aide au démantèlement des réacteurs 1-4 de la centrale de Kozloduy (Bulgarie) avec le rapport Harms adopté le 19 mai dernier.
Les députés européens ont également assuré leur soutien au SET Plan via une résolution adoptée le 11 mars 2010.

[Forum européen sur l'énergie nucléaire (ENEF)]

Le Forum a tenu sa 5e assemblée plénière à Bratislava les 25-26 mai 2010 en présence des Premiers ministres slovaque (Robert Fico) et tchèque (Jan Fischer), du Commissaire à l'énergie Günther Öttinger et de Bernard Bigot (Administrateur général du CEA) notamment. Le groupe « Risques » a, entre autres, présenté sa feuille de route vers un stockage géologique des déchets radioactifs, le groupe « compétitivité » a quant à lui présenté les conclusions de la première partie de son analyse « SWOT ».

[Nominations]

Services de la Commission :

Robert-Jan Smits a été nommé Directeur général à la Recherche, poste où il succéde à M. Silva Rodriguez.
M. Smits, de nationalité néerlandaise, était précédemment Directeur général adjoint du Centre Commun de Recherche de la Commission (CCR). Il avait également été directeur à la DG Recherche notamment chargé de la construction de l'espace européen de la recherche.

Dominique Ristori, a été nommé Directeur général du Centre Commun de Recherche de la Commission (CCR), poste où il succède à Roland Schenkel. Le successeur de D. Ristori dans son poste précédent de Directeur général adjoint à l'énergie chargé des directions « nucléaires » n'a pas été nommé. Peter Faross, Directeur « Energie nucléaire » fait actuellement fonction.

ENSREG

Jean-Paul Minon, président de l'organisme belge de gestion des déchets radioactifs (ONDRAF) a été élu président du groupe de travail sur la gestion des déchets radioactifs de l'ENSREG, le club des Autorités de sûreté nucléaires de l'Union européenne.

[Groupe des questions atomiques]

- Directive sur la gestion des déchets radioactifs et du combustible usé

L'étude du projet de directive se poursuivra sous Présidence hongroise.

- Directive « normes de bases »

Ce projet de refonte de 5 textes fondamentaux en matière de radioprotection est toujours en préparation dans les instances techniques.
Compte tenu de sa forte technicité et son large champ d'application, il se pourrait que le texte ne soit pas abordé avant le 2e semestre 2011.

- Responsabilité civile nucléaire

Des réflexions ont été engagées au niveau européen sur la meilleure manière d'harmoniser les différents régimes de responsabilité civile nucléaire. Une proposition de texte de la Commission pourrait voir le jour en 2011.

- Programme indicatif nucléaire (PINC)

Le dernier PINC a paru en 2007. Un document mis à jour devrait paraître au printemps 2011.

[Conférence européenne sur la sûreté nucléaire]

A l'initiative du groupe ENSREG, une conférence européenne sur la sûreté nucléaire sera organisée à Bruxelles les 28-29 juin 2011.

[Forum ENEF]

La prochaine réunion plénière aura lieu à Prague les 19-20 mai 2011.

[25e anniversaire de l'accident de Tchernobyl]

A l'occasion du 25e anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, un événement international de commémoration sera organisé à Kiev en avril 2011. Ce sera également l'occasion pour le fonds international de Tchernobyl d'inciter les donateurs à compléter le budget destiné à la construction du sarcophage du réacteur accidenté.

[Conférence d'examen de la convention relative à la sûreté nucléaire]

La 5e conférence d'examen de la Convention sur la sûreté nucléaire se tiendra du 4 au 11 avril 2011. La Commission présentera le rapport de suivi d'Euratom ainsi que des questions adressées aux autres parties.

[Groupe Conjoint « Recherche/ Questions atomiques »]

- ITER

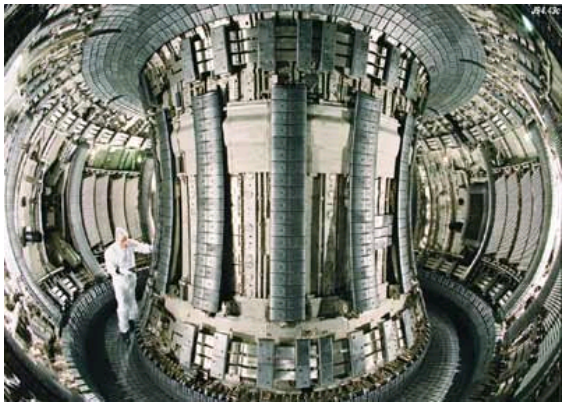
Alors que le COREPER avait trouvé un accord sur le financement additionnel pour les années 2012-2013, l'absence de vote du Parlement européen conduira la Commission à faire de nouvelles propositions en 2011 conjointement avec sa proposition de prolongation du 7ePCRD Euratom.
En ce qui concerne la gouvernance et la gestion du projet, un groupe d'experts a été nommé par le comité directeur de F4E. Le Conseil souhaite que des propositions concrètes harmonisées entre le GQA et F4E soient adoptées par le Conseil compétitivité de mai 2011.

- Prolongation du 7e PCRD Euratom (2012-2013)

La Commission fera une proposition en début d'année afin de prolonger le PCRD Euratom pour les années 2012-2013 afin de l'aligner sur les perspectives financières de l'UE, très probablement dans la continuité des budgets annuels actuels.

[Commission Industrie, Recherche et Energie du Parlement européen]

La Commission ITRE doit commencer l'étude du projet de directive sur la gestion des déchets radioactifs et du combustible usé dès la rentrée de janvier 2011. Romana Jordan Cizelj (PPE/Slovénie) a été nommée rapporteur sur la directive. Les rapporteurs fictifs sont Rebecca Harms (DE) pour le groupe des Verts et Edit Herczog (HU) pour le groupe des socialistes et démocrates. Les Commissions « Emploi » et « Environnement » se prononceront également pour avis, la commission ITRE étant compétente sur le fond à titre consultatif.



Contexte

ITER est un prototype de réacteur fonctionnant au deutérium-tritium (isotopes d'hydrogène) visant à démontrer la faisabilité scientifique et technique de la fusion nucléaire comme source d'énergie à grande échelle, à faible émission de carbone et ne produisant pas de déchets radioactifs à vie longue.

L'accord international pour la construction et l'exploitation d'ITER, signé en 2006 par les sept partenaires internationaux a mis en place une organisation internationale (ITERO), installée à Cadarache (France). La Commission européenne (DG RTD) représente la Communauté Euratom au Conseil ITER.

En plus de l'Europe, ITER rassemble la Chine, l'Inde, les Etats-Unis, la Russie, le Japon et la Corée.

Financement

Le financement se fait à 90% en nature sous la forme d'apport de composants qui seront assemblés. La Communauté Euratom fournit 45% des contributions, estimées à leur valeur en 2006, les six autres partenaires se partageant à égalité les 55% restants.

La France en tant que pays hôte contribue à hauteur de 20% à la part communautaire, les 80% restant sont financés via le PCRD Euratom.

Coûts

En 2009, suite à la réévaluation du projet, les coûts de construction ont augmenté de manière significative.

Adoption du cadre de référence (ou « reference baseline »)

Malgré ces difficultés, l'Europe, qui assume la part la plus importante de la construction a indiqué qu'elle tiendrait ses engagements, c'est pourquoi la Commission (qui représente la Communauté) a approuvé *ad referendum* en juillet dernier la baseline d'ITER, document reprenant le calendrier prévisionnel, les coûts de gestion et le dessin définitif de la machine.

Négociations budgétaires européennes

Le financement communautaire additionnel nécessaire pour la période 2012-2013 s'élève à 1 300 M€ (après économies de 100 M€). L'accord du COREPER et l'absence de vote du Parlement conduiront la Commission à présenter en 2011 un nouveau plan de financement.

Gestion et gouvernance

Suite aux audits sur le fonctionnement de F4E, un nouveau directeur (Franck Briscoe) a été nommé en février 2010. Le Comité directeur de F4E a adopté une réforme de la structure de l'agence qui est en cours de mise en place. Au plan international, le Conseil ITER a nommé au poste de Directeur Général le professeur Osamu Motojima, chercheur japonais dans le domaine de la fusion et des plasmas. Celui-ci est notamment chargé de mettre en place une nouvelle organisation, destinée à assurer la maîtrise des coûts de construction d'ITER.

Prof. Osamu Motojima, nouveau Directeur-général de l'organisation internationale ITER

Echanges de vues, visites et rencontres

Les Parlementaires européens ont eu l'occasion d'entendre F. Briscoe (directeur de l'agence européenne F4E) en juin et plus récemment R.-J. Smits qui est venu débattre des questions de financement, de la gestion et de la gouvernance du projet avec les députés de la Commission industrie, recherche et énergie (ITRE) le 9 novembre mais aussi devant la Commission des budgets (Cobu) le 26 octobre.
Afin d'informer et de débattre avec le Parlement, les eurodéputés français ont été conviés par le Représentant permanent de la France à Bruxelles, Philippe Etienne, à un dîner-débat avec Bernard Bigot (Haut représentant français pour ITER) (09.11.2010).

Plusieurs visites ont également eu lieu à Cadarache pour les eurodéputés PPE de la région Sud-Est le 10 septembre, pour les eurodéputés membres du Forum européen de l'énergie (présidé par Giles Chichester (ECR/UK)) les 27-28 septembre.
La Commission des budgets du Parlement européen envisage également un déplacement à Cadarache au mois de mai 2011.

© ITER Organization
Une vue d'artiste du site ITER. Le tokamak ITER sera situé dans le bâtiment orange, au centre de l'image.

© Agence ITER France
Fondations novembre 2010

© Agence ITER France
Murs du siège ITER

© Agence ITER France
Chantier de construction du siège